



GRESDA

Groupe de Recherche en Sciences Sociales
et en Développement en Afrique

Groupe de Recherche en Sciences sociales et en Développement en Afrique www.gresda.org / gresdacameroun@gmail.com

NOTE DE RECHERCHE (N°05/ Janvier 2024)

RESEAUX SOCIAUX ET MOBILISATIONS SOCIALES AU CAMEROUN : LA CRISE ANGLOPHONE DE 2016 ET LA CRISE POST-ELECTORALE DE 2018 COMME ANALYSEURS

Social networks and social mobilisations in Cameroon: the 2016 Anglophone crisis and the 2018 post-electoral crisis as analysers

Par *Symplice BOUGA MVONDO*

*Doctorant en Science politique (Université de Ngaoundéré) et
Chercheur au GRESDA*

Résumé

La démocratisation de l'accès à Internet a positionné les réseaux sociaux numériques comme une alternative aux difficile accès qu'ont, au Cameroun, les mouvements contestataires aux espaces de médiation que sont les médias classiques, à la fois comme espace de prolongement et espace de renouvellement ou d'enrichissement de leurs pratiques. Cet article s'intéresse particulièrement à la plateforme *Facebook* en montrant comment elle est investie au Cameroun par ces mouvements à partir de deux mobilisations sociales : la *crise anglophone de 2016* et la *crise postélectorale de 2018*.

Abstract:

The popularisation of internet access has led the digital social networks to become an alternative for protest movements in Cameroon to the difficulty they face to access to the spaces of mediation that the classic media represent, both as spaces of continuation and spaces of renewal or enrichment of their practices. This article focuses on the Facebook platform, showing how it is used by these movements in Cameroon in the context of two social mobilizations: the Anglophone crisis of 2016 and the post-electoral crisis of 2018.

Mots-clefs : réseaux sociaux – réseaux sociaux- crise Anglophone - crise postélectorale

Keywords: social networks - Anglophone crisis - post-electoral crisis

Coordination scientifique GRESDA : Pr Claude ABE

Comité d'évaluation de cette note : Dr MBARGA ASSENG Cosmas (Université de Douala et GRESDA), Dadier Albert EKASSI (Université d'Ébolowa et Gresda), Wilfried MWENYE (GRESDA).

Introduction

La décompression autoritaire (Machikou, 2009) intervenue au croisement des années 1980 et 1990 au Cameroun va favoriser une recomposition de l'espace public local (Abe Claude, 2006) qui se manifestera, entre autres, par l'émergence de dynamiques sociales et politiques de contestation de l'ordre établi. Il faut dire que la promulgation de lois à caractère libertaire et l'avantage d'un contexte international favorable à plus de libertés¹ va contraindre l'État, comme dans bien de pays partageant la même situation sociopolitique, à tolérer, malgré lui, la concurrence d'initiatives de la société civile dans un espace public sur lequel il avait toujours eu le monopole exclusif (Bouga Mvondo S, 2015). Ainsi, après trente années de contrôle, de restriction radicale des libertés et d'une répression parfois brutale de toute tentative de contestation (au nom de la préservation de l'ordre public et de l'unité nationale), le pays va redécouvrir l'expérience de l'engagement et de la parole citoyens. Cependant, l'État, qui ne peut se laisser déposséder si facilement de son monopole, va mettre sur pied des stratagèmes détournés de contrôle en usant de divers moyens comme la promulgation de lois qui lui sont favorables ou tout simplement leur manipulation (Nkot Fabien, 2005) ou la multiplication de contraintes administratives et financières, afin de restreindre l'accès des initiatives contestataires aux espaces de médiation que sont les médias (presse écrite, télévision et radio). Dans ce sens, les médias publics, difficiles d'accès pour les initiatives privées, vont bénéficier d'un monopole presque absolu sur l'espace médiatique local, au détriment de ceux du secteur privé (plus ouvertes aux porteurs de causes et aux discours alternatifs) qu'on va soumettre à de nombreuses contraintes financières et juridiques, faisant permanemment peser sur leurs têtes, une épée de Damoclès. Cependant, avec le développement de l'accès à l'Internet et surtout l'avènement des réseaux sociaux, on va assister à « un renversement de la hiérarchie des valeurs où même celles et ceux qu'on pouvait considérer jusque-là comme des laissés pour compte prennent une sorte de revanche en s'appropriant le cyberspace » (Njutapwoui Aboubakar S. et Fewou Ngoulou, JP, 2015). C'est dans cette problématique de recours aux moyens médiatiques alternatifs que s'inscrit cette contribution. Particulièrement, nous nous intéressons à la prise en compte de l'opportunité qu'offrent les médias numériques dans les mobilisations sociales au Cameroun, notre attention se centrant surtout sur la plateforme numérique *Facebook*. Et afin d'ancrer notre analyse sur des faits concrets, nous avons choisi de nous appuyer sur la crise anglophone qui secoue le pays depuis 2016 et la crise post-électorale consécutive aux dernières échéances présidentielles de 2018. A titre de précisions

¹ Ce qu'on a appelé les « vents de l'Est »

contextuelles, il faut rappeler que la crise qui secoue aujourd'hui les deux régions historiquement anglophones du pays (Nord-Ouest et le Sud-ouest) et qui n'est pas à sa première résurgence, éclate en octobre 2016 à partir de revendications corporatistes des avocats anglophones, suivis par la suite par les enseignants anglophones qui se plaignent d'un certain nombre de frustrations. Pour ce qui est de la crise post-électorale, elle naît des actions initiées par le parti d'opposition Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) et quelques organisations alliées agissant aussi bien au niveau national que dans des pays étrangers pour contester les résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2018 au Cameroun, car estimant que c'est leur champion, officiellement classé deuxième dans les résultats publiés par le Conseil Constitutionnel, qui aurait eu la faveur des urnes. Ces précisions apportées, la question qui structure ce travail est celle de la place occupée par l'outil cybernétique, particulièrement le réseau social Facebook, dans ces mobilisations sociales. Particulièrement, quelles en sont les modalités fonctionnelles et pratiques ? Notre analyse s'appuiera sur la théorie de la mobilisation des ressources pour explorer la dimension instrumentale de Facebook dans sa mise à contribution par les entrepreneurs et les activistes à la manœuvre dans le cadre des deux mobilisations sociales qui nous intéressent ici pour mobiliser des ressources en faveur de leurs causes d'une part, et d'autre part, sur la théorie de la mobilisation symbolique et culturelle pour explorer le processus de cadrage en œuvre à travers les pratiques observées sur la plateforme Facebook dans le cadre de son investissement par ces mobilisations sociales. Enfin, sur le plan de la collecte des données, on s'est appuyé essentiellement sur la netnographie², en ciblant quelques foras dans lesquels s'expriment et interagissent généralement les militants et activistes liés à ces mouvements sur la plateforme Facebook. Ainsi, nous avons exploité les murs et pages Facebook officielles d'environ cinquante activistes et personnalités proches ou se réclamant de ces deux mobilisations³, les publications dans cinquante groupes (de plus de mille membres, au moins) proches ou affichant clairement leur proximité avec ces deux mobilisations⁴. Et en termes de données exploitées, elles se distribuent entre des textes, des vidéos (pré-enregistrés ou en direct) et des images photos. Sur le plan temporel, notre enquête a couvert la période allant d'octobre 2018 à août 2021. La matrice organisationnelle quant à elle se structure en deux parties, une consacrée aux logiques fonctionnelles ou d'utilisation de Facebook dans le cadre de ces mouvements (I) et une autres au répertoire des pratiques observées (II)

2 Méthode d'enquête s'appuyant sur internet comme source de données en s'appuyant sur les communautés virtuelles de consommation. Pour plus de détails, voir Bernard Y. (2004), « La netnographie : une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation », *Décisions Marketing*, 36, 49-62.

33 A raison de vingt-cinq pour chacune

4 Idem

I/ Les logiques fonctionnelles ou d'utilisation de Facebook

Comme de nombreuses mobilisations sociales, à travers le monde, depuis celles qui ont été poétiquement rassemblées par la presse sous le label de « printemps arabe » vers la fin de l'année 2010, la dernière résurgence de Crise anglophone et le mouvement de revendication lié à la crise postélectorale de 2018 au Cameroun, ont largement investi la plateforme Facebook comme le témoigne le foisonnement sur Facebook de pages et groupes⁵ sympathiques aux deux causes. Les logiques d'utilisation s'inscrivent essentiellement dans le relais ou la circulation de l'information (A), la mobilisation de ressources (B) et la construction discursive ou de cadrage (C).

A- *Facebook comme espace de communication*

Dans le cadre de ces deux mobilisations, la fonction communicationnelle de Facebook s'exprime à deux niveaux : faire passer ou circuler les informations liées au mouvement et jouer un rôle relai de la propagande autour des deux causes défendues.

Sur le plan de la circulation de l'information sur Facebook, on la fait transiter sur trois types d'espaces : les groupes dédiés ou proches du mouvement, les murs de certains leaders influents et les murs de certains activistes proches du mouvement.

Pour ce qui est de la mobilisation autour la crise postélectorale de 2018, les informations transitent essentiellement sur la page officielle du MRC, parti politique à la base de la mobilisation, sur la page personnelle du président de cette formation politique, le Professeur Maurice Kamto, sur la page du porte-parole de ce dernier, sur les pages de certains responsables du parti, sur les pages personnelles de certains de leurs alliés comme le rappeur Valséro, les pages de certaines organisations proche de la cause et enfin, dans certains groupes Facebook proches du parti comme le *Le Cameroun C'est le Cameroun (LCCLC)*. C'est la même organisation pour ce qui est de la mobilisation liée à la crise anglophone, les informations étant postées sur les murs de certains leaders du mouvement comme le docteur Ayaba cho (suivie par près de seize mille personnes), dans des groupes (nous en avons identifié un peu plus de quatre-vingt⁶), des pages pro-mouvement, les murs de certains cyber activistes et leaders d'opinion proches du mouvement⁷.

⁵ Sur le réseau social Facebook, les groupes sont des sortes de communautés virtuelles rassemblant plusieurs personnes autour d'un ou plusieurs centres d'intérêts. Ce sont généralement des espaces d'échanges, de circulation de l'information et quelques fois, de mobilisation autour de certaines questions.

⁶ Voir tableau en annexe

⁷ C'est le cas par exemple, de l'écrivain Patrice Nganang

Sur la forme, ce sont souvent des communiqués écrits, des vidéo-conférences, des discours (écrits et vidéos, surtout), des vidéos d'évènements liés au mouvement, des articles de presse (écrite, numérique ou télé), des vidéos tournées sur le terrain de l'action, des exposés en vidéo réalisés en direct (« directs », dans le langage Facebook), des affiches d'évènements, des vidéo reportages d'évènements et des documents provenant de différentes organisations.

Sur le plan du contenu, il s'agit essentiellement des informations sur l'actualité générale (surtout celles pouvant servir la cause), des informations sur l'actualité du mouvement et des informations de propagande.

B- Facebook comme espace de mobilisation

Comme dans de nombreux mouvements sociaux actuellement, Facebook a su être intégré dans la stratégie de mobilisation des deux mobilisations au centre de notre étude, surtout pour ce qui est de la mobilisation des ressources matérielles et la mobilisation des ressources humaines.

Sur le plan de la mobilisation matérielle, Facebook est surtout utilisé pour des campagnes de collecte de fonds pour soutenir la réalisation de certaines activités. Ces campagnes sont souvent organisées par les organisations à la base ou liées à ces mouvements ou par des activistes proches ou membres de ces mouvements. Pour ce qui est de la crise postélectorale, on peut citer par exemple, la campagne de collecte de fonds lancées en février 2020 pour l'organisation d'une tournée internationale des leaders du parti ainsi que leurs alliés dans plusieurs pays européens et américains, au lendemain de leur libération de prison ; et pour la crise anglophone, on peut citer l'exemple de la campagne de levée de fonds organisées dès 2018 par l'écrivain activiste pro mouvement anglophone, Patrice Nganang, pour soutenir les personnes incarcérées dans le cadre de la crise anglophone.

Sur le plan de la mobilisation des ressources humaines, Facebook est surtout utilisé pour recruter de nouveaux membres et sympathisants, et pour mobiliser autour d'évènements. Cela se fait généralement à travers des communiqués postés par des organisations liées à ces causes ou par des leaders, par des messages vidéo et des directs (sortes de conférences vidéo organisées directement sur Facebook) réalisées par des activistes et leaders pro-mouvement.

C- Facebook comme espace de cadrage

Avec un peu plus de deux milliards d'utilisateurs dans le monde, Facebook est aujourd'hui le réseau social le plus populaire. La diversité des profils de ses utilisateurs, la multitude des usages, son fort potentiel en création de liens sociaux ainsi que la nature des informations qui

y circulent, recouvrant divers domaines de la vie quotidienne (politique, culturelle ou sociale) sont autant d'indicateurs de sa capacité d'influence⁸.

Ce potentiel d'influence semble avoir été bien saisi par les entrepreneurs et les activistes à la manœuvre dans les mobilisations sociales qui l'ont investi pour en faire un espace de prolongement de leur travail de construction de sens autour de leurs causes. Ainsi, dans le cadre des mobilisations sociales autour des causes au centre des deux crises considérées ici, Facebook se révèle être un terrain de travail privilégié autour de nombreuses activités ayant pour but principal de construire la légitimité des luttes engagées, de construction de la figure de l'ennemi, de mise en accusation de ce dernier et de conquête de sympathies diverses. Ainsi, les pouvoirs publics et leurs différents représentants sont habituellement peints sous des traits de véritables brigands ou de bourreaux, les causes considérées comme étant légitimes et leurs porteurs peints sous des traits angéliques. Pour ce faire, on y a régulièrement recours à la publication de documents mettant en accusation ces derniers dans divers scandales (détournements de fonds, violations des droits de l'homme, abus d'autorité ou de pouvoir, etc.), des publications tentant de réinterpréter certains événements historiques, des interventions vidéos directes de nombreux leaders et activistes liés aux causes défendues par ces deux mouvements expliquant aux citoyens que c'est leur droit légitime ou constitutionnel de prendre part aux différentes manifestations organisations organisées dans le cadre de ces mouvements (l'exemple des marches publiques organisées par le MRC et les différentes organisations associées dans le cadre de ce qu'ils ont qualifié de « marches blanches » qui ont débouché sur l'arrestation et l'emprisonnement de nombreux participants dont certains cadres du parti et des dispersions musclées par les forces de l'ordre), la mise en ligne des curriculum vitae de certains leaders de ces mouvements ou la remise en cause des compétences, des références ou du parcours de certains adversaires.

Facebook se révèle donc être un terrain de prolongement et de complémentarité des stratégies et actions de terrain engagées dans le cadre de ces mouvements sociaux, ceci par le biais d'un certain nombre de pratiques numériques contestataires s'exprimant sous diverses formes que nous aborderons dans le deuxième mouvement de ce travail.

⁸ Pour ce qui est particulièrement de son influence dans certains mouvements sociaux voir, par exemple, Denise Osorio SEVERO et Helena SHIMIZU, "Mouvements sociaux et technosphie", De Boeck Supérieur/ « Sociétés », 2016/1n°131, PP. 107 -118

II/ Répertoire des pratiques

Dans cette deuxième section, l'intérêt est porté sur les pratiques observées sur Facebook dans le cadre des deux mobilisations sociales qui nous intéressent. En nous adossant sur la typologie des pratiques numériques militantes réalisée par Normand Landry, Michel Sénécal, France Aubin et Eric George (2014), nous avons identifié plusieurs types de pratiques dans le cadre du déploiement numérique de ces mobilisations à travers la plateforme Facebook. Elles sont organisées ici en un bloc selon qu'elles participent d'un travail de cadrage ou d'influence (A) ou qu'elles sont orientées vers l'action directe ou de terrain (B)

A- Les pratiques de cadrage ou d'influence

Développé par les auteurs du courant théorique de la mobilisation symbolique, le cadrage désigne le processus de définition et de production des idées et du sens dans le développement des mobilisations sociales. Concrètement, il s'agit du travail par lequel un sens est donné aux événements ou aux situations, de manière à susciter une mobilisation ou une adhésion autour d'une cause. Dans le cadre du déploiement sur Facebook de la mobilisation anglophone et de celle liée à la contestation des résultats de la dernière présidentielle au Cameroun, nous avons identifié huit principaux types de pratiques se rapportant à ce travail.

Le premier c'est le **blogage** qui est défini comme étant le fait de publier régulièrement des archives textes, images et vidéos sur un site web, avec une fonction d'interactivité permettant aux lecteurs de commenter. Dans le cadre de Facebook, la même fonction est remplie sur les pages personnelles ou d'organisations et dans les groupes proches des deux mouvements. Les thèmes développés sont variés, mais visent principalement, soit à justifier la légitimité des causes défendues ou à fragiliser le régime en place et ses sympathisants (la construction de la figure de l'ennemi).

La deuxième pratique c'est la **guérilla sémantique**, définie comme étant une juxtaposition créative d'éléments servant à générer des significations subversives. En somme, c'est une perversion ou un détournement de la signification. C'est ainsi que dans la mouvance de la mobilisation autour de la crise anglophone, l'écrivain et activiste Patrice Nganang a détourné le mot *Bulu*⁹, pour désigner les membres des forces de défense et de sécurité nationales engagés sur le terrain militaire dans le cadre des combats armés les opposant aux groupes armés rebelles dans le cadre de la crise anglophone. La mobilisation de terme par l'écrivain

⁹ Ethnie du Sud Cameroun, appartenant au grand groupe Fang Beti qu'on retrouve dans les régions du centre, de l'Est et du sud du pays. C'est également le groupe ethnique du Chef de l'Etat et de certains dignitaires du régime.

est faite en référence aux Hutu accusé d'avoir massacré les *Tutsis* dans le cadre du génocide intervenu au Rwanda au début de la décennie 1990. Il s'agit donc pour lui, de suggérer l'idée d'un génocide qui serait perpétré par l'ethnie du Président de la république contre les anglophones.

Pour ce qui est de la mobilisation autour de la contestation des résultats de la dernière présidentielle, on y observe également une grande créativité sémantique avec l'émergence de plusieurs termes, emblématique est *sardinard* (dérivé de sardine), néologisme forgé en référence au fait que, lors des grands meetings du parti au pouvoir, le RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), des pains et des sardines sont généralement distribués aux participants et militants, l'idée ici est donc de suggérer que c'est un parti qui procède par corruption pour convaincre ses adhérents ou ses sympathisants.



Illustration 1 : guérilla sémantique

- À gauche : post faisant un rapprochement entre « Bulu » et « Hutu »
- À droite : extrait un post faisant référence au néologisme « sardinards » dans un groupe proche du MRC

Le troisième type de pratique c'est la **dénonciation publique**, définie comme une accusation motivée par l'intérêt public visant à porter à la connaissance d'instances officielles, par le biais des médias traditionnels ou numériques, les pratiques illégales, immorales ou illégitimes d'une organisation, d'une institution ou d'un État. Dans les cas qui nous intéressent, on voit apparaître constamment des accusations allant dans ce sens. Par exemple, pour ce qui est de la cause anglophone de nombreuses dénonciations sont constamment faites sur des violations des droits de l'homme et les exactions commises par les forces de défenses sur le terrain des opérations en zone anglophone ou contre certains leaders de la cause. C'est la même chose pour ce qui est de la mobilisation autour de la crise postélectorale où on a également des dénonciations contre les arrestations jugées illégales de certains leaders et sympathisants du mouvement, les conditions d'organisation des scrutins ou encore de la gestion de certains

dossiers publics. Il faut remarquer que ces dénonciations s'avèrent parfois infondées, comme par exemple la vacance dénoncée au sommet de l'État¹⁰ en mars dernier.



Illustration 2 : dénonciation publique

- À gauche : dénonciation d'une supposée vacance du pouvoir au sommet de l'État (crise postélectorale)
- À droite : dénonciation d'abus commis par l'armée à l'encontre de populations anglophones.

Le quatrième type de pratique c'est l'*appel à la mobilisation*, qui désigne un processus de cadrage motivationnel qui consiste à offrir aux militants des raisons de s'engager dans une action collective. On l'a vu, par exemple, dans le cadre de la mobilisation liée à la crise postélectorale quand il fallait motiver les militants et sympathisants à prendre part aux marches organisées à cet effet (baptisées marches blanche), où on leur expliquait que même si ces manifestations étaient interdites par l'autorité compétente, il s'agissait en fait, d'un droit constitutionnel et que nul ne saurait y porter atteinte. Dans le cadre de la crise anglophone, l'écrivain Patrice Nganang va lancer une initiative consistant à collecter des fonds qui seront ensuite redistribués aux soldats qui accepteront de désertre des rangs de l'armée camerounaise

¹⁰ Cette dénonciation s'est accompagné d'une folle rumeur sur le décès du Chef de l'Etat lancé par un activiste proche du mouvement contestant les résultats de la précédente élection présidentielle.

pour rejoindre les combattants anglophones. Cette initiative est dénommée *Programme Scalois (Soldats camerounais libres)*



Illustration 3 : appel à mobilisation
Affiche de propagande du programme SCALOIS

Le cinquième type de pratique c'est la *diffusion* qui consiste en la diss mation d'informations politiques sur les réseaux numériques par le biais de sites web, de listes de diffusion, de babillards électroniques, de forums de discussion, de sites ftp et autres canaux internet. Dans le cadre de la plateforme Facebook, ce sont plutôt les pages et groupes qui sont utilisés. Ainsi, dans les différents groupes et pages proches des de la cause anglophone ou du mouvement de contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2018, on constate une grande circulation d'informations à caractère politique, depuis les discours jusqu'à certains documents officiels, parfois classés confidentiels, avec pour dessein de nuire aux intérêts des autorités politiques ou de certains de leurs sympathisants.

Le sixième type pratique c'est la *représentation* qui est définie comme étant la promotion des organisations de mouvements sociaux et des causes qu'elles soutiennent par le biais des sites web. Nous avons donc identifié de nombreuses pages officielles d'organisations se revendiquant des deux mobilisations nous intéressant ici. Ces pages servent de relais à la propagande et à la diffusion des positions et informations officielles de ces organisations.



MRC / CRM Officiel

30 K abonnés · 2 abonnements

@MRC.CRM2018

Suivre



The Federal Republic of Ambazonia

Communauté

En savoir plus

J'aime

Qwazzie Ngassa Bello, Clotaire Nguedjo, Aboubakary Siddiki et 21 666 autres person...

Domicile Évènements À propos Vidéos

Vous voulez votre propre Page ?

Créer une P...

Résumé

Nous avons également l'*image-événement* qui renvoie à la mise en scène des actes de protestation destinés à la diffusion par les médias et visant à séduire le public. Ainsi, on a par exemple de nombreuses images (vidéos et photos) de combattants anglophones paradant armes au poing, des vidéos d'enfants exécutant l'hymne de l'État virtuel d'*Ambazonie* dans une école en zone anglophone, ou encore des images plus violentes comme la décapitation de fonctionnaires ou de civils présenté comme étant des traîtres à la cause. Pour la mobilisation autour de la remise en cause des résultats de la dernière présidentielle, nous avons également des exemples comme des photos de militants posant avec des pancartes sur lesquelles on peut lire des messages comme « non au hold-up électoral », « non au gré à gré » ou encore « libérer les prisonniers politiques »

Enfin, nous avons la *vidéo témoin*, qui consiste en l'enregistrement et diffusion des abus, malversations et comportements non éthiques d'adversaires afin de les tenir imputables. En effet, dans presque tous les groupes et toutes les pages proches de la cause anglophone, il y a de nombreuses vidéos montrant des exactions attribuées aux forces de défense nationales dans les zones de combat en régions anglophones. De même, sur les pages et dans les différents groupes proches de la mobilisation autour la remise en cause des résultats de la dernière élection présidentielle on trouve de nombreuses vidéos montrant des exactions commises par les forces de l'ordre contre les manifestants (lancements de gaz lacrymogène, arrestations

musclées ou encore tirs sur des manifestants¹¹) ayant pris part à diverses marches organisées par le mouvement.

B- Les pratiques participant de l'intervention ou de l'action directe

Pour ce qui est des pratiques orientées ou participant directement des actions de terrain, nous en avons identifié quatre.

En premier lieu, nous pouvons citer les ***appels au boycottage*** qui renvoient aux mots d'ordre lancés par des individus ou des groupes à ne pas utiliser les services ou les produits d'une entreprise dont les valeurs sont en contradiction avec celles des initiateurs du mouvement. Ainsi dans le cadre de la crise anglophone, les appels à la cessation de toute activité dans les principales villes de des régions certains jours de semaine, dans le cadre de ce qu'on a baptisé « villes mortes » ou « Ghost town » sont constamment relayés sur de nombreuses pages et dans divers groupes proches de la cause anglophone sur Facebook.


La deuxième pratique c'est la ***collecte de fonds*** qui est une activité destinée à collecter des fonds devant servir la cause ou pour organiser une activité liée à la cause. Dans le cadre des mobilisations qui nous intéressent ici, de nombreuses opérations de collectes de fonds ont été organisées à partir de certaines pages et groupes ou y ont transité, tel que rappelé plus haut

¹¹ Par exemple, une vidéo, montrant des policiers tirant à « balles réelles » selon le MRC (mais selon la police, il s'agissait de tirs de dissuasion avec « des balles en caoutchouc ») dans les cuisses de militants lors d'une marche organisée par le MRC en janvier 2019 à Douala, a abondamment été partagée sur les différentes pages et dans les différents groupes proches du mouvement.

 **Adeola Fayehun** a publié une vidéo dans la playlist **Adeola Fayehun's videos**.
24 nov. 2018 · 🌐

To help Cameroonian refugees, please click <https://www.gofundme.com/savecameroonianrefugees>



 **Armand Noutack II**
17 oct. 2020 · 🌐

#UNE_PIECE POUR SOUTENIR LES DÉTENUS DU MRC !

NB : IL PARAÎT QUE LE NOMBRE DE TRANSACTIONS EST LIMITÉ PAR JOUR, JE NE SAVAIS PAS ... L'ÉLAN DE SOLIDARITÉ VA DONC S'ÉTALER SUR UNE SEMAINE VOIRE PLUS !

OM 696839057 (NDE NOUTACK II ARMAND DUCLAIR)

MoMo 675616499 (NDE NOUTACK II ARMAND DUCLAIR)

_ tegam deffo 696312488, 679016844

Minimum 100 FCFA...

Les dons en nature sont aussi acceptés !

Je compte sur vous et vous remercie d'avance.

NB : cette opération n'a aucune coloration Politique , chacun pourrait un jour ou l'autre se retrouver injustement embrigadés.

AN II

Illustration 5 : collecte de fonds sur Facebook

- A gauche : collecte de fond dans le cadre de la crise anglophone
- A droite : collecte de fond dans le cadre de la crise postélectorale de 2018

En troisième lieu, nous avons la **communication tactique** qui consiste en l'utilisation de l'internet et d'autres communications électroniques pour aider les efforts de mobilisation à la fois avant et pendant les actions collectives de rue. On l'a surtout vu avec les mobilisations liées aux revendications autour des résultats des dernières élections où les informations liées à certaines manifestations de rue sont publiées sur les pages et les groupes Facebook proches du mouvement.

La quatrième pratique c'est le **réseau d'alerte** qui renvoie à un dispositif humain et technologique visant à venir au secours d'un militant en situation irrégulière ou en difficulté (expulsion, arrestation) au cours d'une manifestation. En effet, on observe régulièrement des alertes données depuis des pages et groupe Facebook pour signaler à chaque fois qu'un militant est en difficulté. Et dans les cas qui nous intéressent ici, cela ne se limite pas seulement aux difficultés rencontrées dans le cadre des manifestations de rue. En effet, on en eu une illustration parfaite le 25 mai dernier, lorsque des manifestants s'étaient réunis devant la maison du Président du MRC à Yaoundé qui s'était alors senti menacé, l'alerte a été donné rapidement sur Facebook par l'activiste Boris Berthold sur sa page et a été directement reprise

par d'autres et dans différents groupes proches du mouvement, appelant les militants à se rendre massivement au domicile du président du parti pour le « protéger ».

Conclusion

La mobilisation autour de la crise anglophone et celle liée à la contestation des résultats de la dernière élection présidentielle au Cameroun ont donc su intégrer l'outil numérique et particulièrement le réseau social numérique Facebook dans leurs stratégies de développement et de déploiement, tel que le démontrent la pluralité de pratiques relevées et la forte présence sur cette plateforme d'organisations à la base (ou sympathisantes) des causes au centre de ces mobilisations. L'économie que nous pouvons faire de ce constat peut être formulée en quatre points. Premièrement, l'importance qu'accordent les militants engagés dans ces causes montre une évolution dans les usages de l'outil numérique auprès des camerounais. Ensuite, cela montre l'importance, de plus en plus, grandissante de l'outil numérique, particulièrement les réseaux sociaux tels que Facebook et d'autres comme WhatsApp, dans les nouvelles manières de dire leur réalité ou même de se mettre en scène des camerounais, au-delà des facilités qu'ils offrent en matière de circulation de l'information et de communication. Troisièmement, cela témoigne également du fait que le numérique occupe désormais une place importante en tant que moyen alternatif de communication ou de médiation de l'expression citoyenne, dans un contexte caractérisé par une forte emprise des pouvoirs publics sur les médias traditionnels que sont la presse écrite, la radio et la télé, qu'ils soient du secteur public ou public. Enfin, cela montre aussi un renouvellement de la pratique mobilisatrice, non seulement en termes d'élargissement des lieux de l'action ou de la mobilisation, mais également en termes d'enrichissement des pratiques.

Bibliographie

ABE Claude (2006), "La pratique politique au Cameroun", in Polis/R.C.S.P./C.P.S.R vol. 13n N° 1-2 2006, disponible sur <http://etudescameroun.canalblog.com> (consulté le 15 février 2016)

Benford Robert D., David A. Snow, Miriam Plouchard Nathalie (2012), "Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan", in Politix 2012/3 n°99, PP. 217-255

Bernard Y. (2004), "La netnographie : une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation", *Décisions Marketing*, 36, 49-62.

Bouga Mvondo Symplice (2015), *Les dynamiques politico-relationnelles et politico-décisionnelles de l'interaction pouvoirs publics-société civile entre tension et cohésion au Cameroun: la lutte contre la corruption comme analyseur*, Mémoire de Master 2 de Recherche en Science Politique, Université de Yaoundé II

Neuveu Erik (2005), *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte

Njutapwoui Aboubakar Sidi (2020), *La politisation des revendications identitaires dans les réseaux sociaux au cameroun : le cas de la minorite anglophone*, thèse de Doctorat Phd, université de Maroua, 2020

Njutapwoui Aboubakar Sidi et Fewou Ngouloure Jean Pierre (2015), " Réseaux sociaux et défi démocratique : l'exemple du cyberspace camerounais", *Communication, technologies et développement* [En ligne], 2 | 2015, mis en ligne le 12 juin 2019, consulté le 22 juillet 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ctd/1772> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ctd.1772>

Nkot Fabien (2005), "Usages politiques du droit de la presse au Cameroun", in *Perspectives Afrique*, Vol 1, N°1 (mai 2005), PP. 18-31

Normand Landry, Sénécal Michel, France Aubin et George Eric (2014), *Luttes sociales et technologies médiatiques numériques : pratiques de mobilisation collective*, Cahiers du CRICIS, 2014-3, Université du Québec, Montréal

Normand Landry, France Aubin, Michel Sénécal (2015), "Médias et mouvements sociaux : pratiques de mobilisations collectives", in *Canadian Journal of Media Studies – Revue canadienne des études médiatiques*, Faculty of Information and media Studies at the University of Western Ontario, hl-01405451

Machikou Nadine (2009), "Les régimes de la pacification parlementaire au Cameroun", in Polis/R.C.S.P./C.P.S.R. Vol. 16, Numéros 1 & 2, PP. 67-94

Tchinda Kenfo Joseph (2017), " Le « problème anglophone » au Cameroun : la réponse par le processus participatif au développement territorial", Note de recherche N°29, Thinking Africa
Severo Denise O. et Helena Shimizu (2016), "Mouvements sociaux et technosophie", De Boeck Supérieur/ « Sociétés », 2016/1n°131, PP. 107 -118